

Préface

J'ai le plaisir de présenter ce numéro des Carnets en commençant par adresser mes remerciements aux lecteurs qui ont répondu au questionnaire inséré dans la précédente livraison. Ces échanges avec nos lecteurs nous permettent de mieux cerner leurs attentes et sont déterminantes pour l'avenir de notre publication : il en sera tenu compte dans les réflexions que nous avons ouvertes à ce sujet.

Le thème de notre dossier, consacré aux Emergents et à la gouvernance, rejoint les intérêts et les souhaits exprimés dans un certain nombre de réponses. Ce n'est pas là le fruit d'un simple hasard mais bien de l'importance cruciale qu'a pris cette question dans l'agenda international.

Au-delà de son actualité, le concept même de « puissances émergentes » mérite d'être interrogé. C'est ce que Frédéric Charillon fait en introduction, en prenant ses distances avec la notion d'émergence pour parler davantage des phénomènes de redéfinition de la puissance dans le monde qui, bien que marqué par un renforcement des interdépendances et des coopérations au plan régional, est peut-être moins multipolaire que multidimensionnel.

La présence des puissances émergentes dans un G20 désormais réuni au niveau des chefs d'Etats et de gouvernement et, peut-être bientôt, institutionnalisé, les place, au même titre que les puissances établies, face à une responsabilité historique pour lancer en 2011 les impulsions décisives et attendues sur des problématiques globales ne se limitant pas à la seule régulation financière. Les défis de la réforme de la gouvernance économique mondiale sont passés en revue par Patrick Allard et Manuel Lafont Rapnouil. Ces derniers soulignent que c'est moins à l'aune de sa légitimité formelle, forcément moindre que celle d'institutions multilatérales pourtant appelées à se réformer elles aussi, qu'au

regard de son efficacité, que le dernier né d'une prolifération toujours vive de regroupements informels sera jugé et finalement accepté par les Etats qui n'y participent pas.

Le G20 inaugure-t-il une « redistribution des tâches » qui favorisera le dépassement des vieux clivages ou bien, au contraire, générera-t-il d'autres lignes de fracture, tout aussi paralysantes ? D'un côté, s'ouvre la possibilité d'un dialogue inédit entre « l'Occident et le reste », selon une formule fameuse que, en dépit de réserves comparables à celles que soulevait le qualificatif de « puissances émergentes », reprend Karoline Postel-Vinay. Celle-ci analyse au travers de ce prisme les conditions d'un rééquilibrage de la gouvernance qui ne soit pas que « fonctionnel » mais réponde aux questions de fond : « pourquoi, comment et avec qui ? ». D'un autre côté, pourtant, les émergents n'ont pas encore véritablement fait valoir leurs propres conceptions de la réforme de la gouvernance mondiale. Dans ces conditions, les bases du dialogue restent à poser. Patrick Allard, dans un article sur « L'Union européenne, le G20 et les émergents » examine les stratégies que pourraient adopter les puissances établies, et en particulier l'Union européenne, dont le positionnement au G20 est plus ambigu encore qu'il ne l'était au G8, pour recréer un rapport de force amenant les émergents à accepter un encadrement de leurs politiques. Sinon, comme l'explique Jean-François Di Meglio dans une contribution éclairante sur « le statut international de la monnaie chinoise », au nom de sa souveraineté et de ses intérêts, la Chine pourrait bien tenter de maintenir l'inconvertibilité du renminbi tout en en faisant une monnaie de transaction et de réserve au niveau régional. Un autre risque, si la défense des seuls intérêts nationaux prime sur leur inscription dans des optiques plus responsables de gouvernance globale, est que le G20 au lieu de favoriser un consensus, par le nombre élargi de ses membres, creuse au contraire un peu plus le fossé entre puissants anciens et nouveaux et les pays les plus pauvres, les Etats faillis ou même ceux qui, en dépit de leur statut ou de leur atouts, « n'en sont pas », comme l'Egypte, pays sur lequel revient Pierre Thénard pour expliquer les raisons de son absence du G20.

La crise financière a accéléré le processus d'élargissement de la

Préface

gouvernance mondiale, jusqu'ici incarnée dans le G7/G8, aux puissances émergentes. Elle a également accru l'intérêt – dans tous les sens du terme - pour des modèles économiques alternatifs, notamment celui de la finance islamique. Mais s'agit-il là véritablement d'une voie alternative ? C'est l'interrogation qui ouvre le premier article des *Varia* et sur laquelle se penchent Patrick Allard et Djilali Benchabane. Le second article, signé par Fabien Menant, revient sur un autre processus d'élargissement qui ne s'est pas cantonné à sa dimension économique, celui de l'Union Européenne. En quoi l'élargissement modifie-t-il le projet européen ? La question mérite d'autant plus d'être posée que les déstabilisations à répétition, en Grèce puis en Irlande, mettent à rude épreuve les liens de solidarité de la zone et qu'au G20, face aux émergents, l'Europe doit pouvoir se montrer unie.

La rubrique relecture fournit, à qui en aurait besoin, la preuve que l'exercice d'analyse et de prospective n'est pas vain et que ses produits peuvent, presque deux décennies plus tard, rester des plus pertinentes. Cette preuve est apportée avec éclat par Roland Marchal avec une note de 1991 analysant les divisions de la guérilla au Sud-Soudan et l'option sécessionniste, que l'auteur remet en perspective avec l'actualité dans une introduction. Enfin Mme Silja Bara Omarsdottir, chercheuse islandaise, qui dirigea un institut des relations internationales et centre pour l'étude des petits Etats (Institute of International Affairs and Centre for Small State Studies) hôte du programme d'invitation des personnalités d'avenir, répond, comme de coutume, à « 3 questions ». Ses réflexions nous rappellent le rôle indispensable que des petits Etats comme l'Islande peuvent jouer, aux côtés des puissances établies et émergentes, dans la gestion des enjeux globaux comme le changement climatique.

J'ai ouvert cette préface par des remerciements à l'adresse de nos lecteurs. Permettez-moi de la clore par des vœux, en vous souhaitant une bonne année 2011 et une lecture agréable et fructueuse.

Joseph Maila

Directeur de la Prospective